

L'échec de Cancun

Résolution de la Commission Économique et Sociale
adoptée par le Conseil Central (novembre 2003)

La Ligue Européenne de Coopération Économique (L.E.C.E.), réunie en Commission Économique et Sociale à Bruxelles le 16 septembre 2003:

- ◇ **regrette** que la réunion ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Cancun, qui devait être une étape importante dans le cycle de Doha sur la libéralisation des échanges internationaux, se soit abruptement terminée sur un constat d'échec;
- ◇ **affirme** que cet échec ne met nullement en cause les fondements de l'OMC et du système commercial multilatéral, mais bien plutôt la préparation insuffisante de la réunion au regard de la complexité des enjeux de la négociation. Il tient aussi à la méconnaissance, par certains négociateurs, des équilibres à respecter, notamment eu égard au développement des pays pauvres, pour obtenir un résultat démocratiquement acceptable dans tous les États-membres;
- ◇ **craint** que l'échec de Cancun ne soit une menace pour le caractère multilatéral de la régulation du commerce international poursuivie jusqu'ici et un encouragement à la multiplication des accords régionaux et des arrangements bilatéraux discriminatoires susceptibles de miner à terme le libre-échange;
- ◇ **rappelle** son attachement aux principes de non-discrimination et d'élimination des barrières tarifaires et non tarifaires, qui seuls permettent au commerce international de mettre en valeur les avantages comparatifs de chaque pays. Ces principes ont d'ailleurs été à l'origine de la création en Europe d'un grand marché, régulé par des institutions chargées de les faire respecter en vue du bien commun;
- ◇ **souligne** la nécessité pour les dirigeants de l'Union Européenne et de ses États-membres d'expliquer à leurs opinions publiques l'importance des enjeux de cette négociation, l'intérêt des citoyens du monde et des plus pauvres en particulier à un développement ordonné et équitable des échanges de biens et de services dans un cadre multilatéral - bien plus protecteur pour eux que le cadre bilatéral -, et le caractère irremplaçable de l'OMC comme forum de négociation entre États souverains pour la régulation du commerce mondial;
- ◇ **plaide** pour un renforcement significatif de l'OMC et de son secrétariat, un rééquilibrage des modes de décision, et une amélioration de ses règles de fonctionnement, de manière à lui permettre de faire face à l'accroissement considérable du nombre de ses membres et à lui faciliter la recherche et la prise d'initiatives pour dégager des solutions qui feront progresser le développement mondial.

- - - - -